

**DEBAT PARLEMENTAIRE SUR LA SITUATION AU PROCHE-ORIENT**  
**DISCOURS DE JEAN-CHRISTOPHE CAMBADELIS**  
**AU NOM DU GROUPE SOCIALISTE, RADICAL, CITOYEN ET DIVERS GAUCHE**

---

**Paris, le 14 janvier 2009**

Monsieur le Président,  
Messieurs les ministres,  
Mes chers collègues,

Au-delà de l'émotion face à cette nouvelle guerre au Proche-Orient, de la compassion légitime pour les populations endeuillées et aux victimes.

Au-delà des craintes pour les répercussions dans le monde et plus particulièrement en France. Au delà des propositions socialistes pour une délégation tous partis confondus et un groupe de travail réunissant Israéliens et Palestiniens.

Il nous faut dans ce moment distinguer et proposer.

L'intifada, la guerre en Irak, la construction du mur, le retrait de Gaza, la victoire électorale du Hamas, l'affrontement entre le Hamas et l'autorité Palestinienne, l'enlèvement du soldat Israélien Guilad Shalit, l'assassinat d'autres, le blocus de Gaza, ou la guerre du Liban.

La logique est là, implacable, inextricable, imbriquée dans une descente aux enfers rythmée par des attentats suicides, des tirs de roquettes contre Israël et des ripostes de l'armée Israélienne. Elle provoque un chaos régional, la mort et la destruction. Le Proche-Orient est une plaie ouverte au flanc du monde.

Évidemment le Hamas a rompu la trêve. Et lorsque l'on rompt une trêve ce n'est pas pour faire la paix.

Assurément la réponse d'Israël est d'une violence implacable, lorsqu'on intitule son opération militaire « Plomb durci » ce n'est pas tout à fait pour tendre la main. Évidemment le Hamas réagissait à un blocus qui disait prendre sa source dans les attentats suicides et les tirs de roquettes.

Mais le blocus était là avec son cortège de souffrances, de privations et de rancœurs. Le groupe Socialiste Républicain et Citoyen et le Parti socialiste ont condamné les tirs de roquettes et l'intervention Israélienne.

Mais la question n'est pas de distribuer les responsabilités d'hier mais de prendre nos

responsabilités pour distinguer et proposer.

Dire en France et hors de France, il n'y a pas de peuple juif ni de peuple palestinien collectivement responsable.

Dire en France et hors de France, Israël ne vivra pas en paix en faisant la guerre. Mais dire aussi ce n'est pas en proposant au peuple juif le cercueil ou la valise que les Palestiniens obtiendront un état palestinien.

Dire encore et toujours qu'il n'y a pas de solution militaire. Nous le savons. Une grande partie de la classe politique Israélienne, particulièrement la droite Israélienne pense l'inverse. Du 1er Sharon à Netanyahu, elle chevauche un inquiétant complexe de Massada. La paix serait impossible car les conditions de survie d'Israël sont improbables. L'interdiction pour certains partis arabes de se présenter aux prochaines élections en Israël va dans ce sens. Cette vision n'était ni celle de Rabin, ni celle de toute la société Israélienne. Et c'est l'honneur de la démocratie Israélienne que de permettre ce débat.

Dans le même temps le Hamas croit pouvoir réactiver « Septembre noir », ce moment en 1970 où le Fatah fut défait militairement et vainqueur politiquement.

Ce sont des stratégies souvent suggérées par des puissances régionales, ou motivées par des agendas Américains, Européens voire des opportunités électorales, mais qui ne règlent rien. Et elles créent les conditions du conflit suivant. Nous le savons, il n'y a de solution durable et juste que politique.

Depuis soixante ans que dure ce conflit au Proche-Orient, nous avons désormais le recul historique pour comprendre qu'aucune victoire militaire momentanée n'a assuré à la société israélienne la possibilité de vivre durablement en paix.

Israël n'affronte pas simplement en effet des états ou des Fractions Armées dont elle pourrait détruire durablement le commandement et l'infrastructure.

Et la seule solution passe par l'avènement d'une véritable realpolitik Israélienne, capable de se situer réellement dans le long terme. La disqualification successive de ses interlocuteurs est une impasse. Récuser le Fatah libère l'espace au Hamas, et ce processus est sans fin, avec des acteurs toujours plus radicaux.

Israël doit revenir à l'intuition fondamentale d'Itzhak Rabin: « Je combattrai le terrorisme comme s'il n'y avait pas de processus de paix, mais je poursuivrai le processus de paix comme s'il n'y avait pas de terrorisme ». Combattre les attaques du

Hamass contre son territoire n'empêche pas de discuter simultanément les conditions de la paix, avec les interlocuteurs du camp d'en face.

Mais de même, la division du peuple Palestinien, son affrontement militaire interne ne renforce pas sa cause. Quant à l'espérance de la destruction de l'État d'Israël pour instaurer un état peut-être islamique aux portes l'Europe. Ce projet porté par la Charte du Hamass, mais plus, semble t-il, par tous les responsables du Hamass, est inacceptable. Il est illusoire et source de souffrances pour le peuple Palestinien.

Yasser Arafat avait rompu avec la Charte de l'OLP qui préconisait la destruction de l'État d'Israël, pour avancer vers la paix et l'État Palestinien.

La seule solution est connue et reconnue.

François Mitterrand l'avait affirmé à la tribune de la Knesset en 1982: il n'y a pas d'autre solution au Proche-Orient qu'une paix juste et durable sur la base d'une double exigence, le droit de l'État d'Israël à l'existence et à la sécurité, et le droit des Palestiniens à un véritable état viable dans lequel ils pourront mener une vie digne.

Cette vision de la paix a pour fondement la légalité internationale construite par l'ensemble des résolutions des Nations-Unies, notamment la résolution 1397 qui reconnaît clairement l'existence d'un État Palestinien à côté de l'État Israélien et la résolution 1402 qui exige le retrait des troupes Israélienne des territoires occupés. Cet objectif ne peut être atteint que par des négociations de paix entre les deux parties. Ceci fut accepté par tous, des accords d'Oslo à la Conférence de Madrid ou lors de la rencontre de Taba, en janvier 2001, en présence de l'Union Européenne. Nous n'oublions pas non plus que les pays arabes ont eux aussi proposé, en 2002, réaffirmé en 2008, un plan de paix globale, connu sous le nom de Plan Abdallah.

Nous connaissons donc tous les contours d'une véritable paix non seulement entre Israël et la Palestine mais entre Israël et ses voisins.

Constatons que tous les points d'appui pour ce plan de paix se sont affaiblit dans tous les camps. C'est la raison pour laquelle le déblocage sera international. Israël refuse la résolution des Nations-Unies de cessez-le-feu. Nous le déplorons. Il faut proposer des résolutions contraignantes et utiliser la pression économique Européenne. L'urgence est le cessez-le-feu, le retrait des troupes de Gaza, l'envoi d'une force internationale protégeant les populations et garantissant la sécurité de tous.

Sachant évidemment que la vraie solution est tout autant à Washington qu'à Tel Aviv, au Caire ou à Damas, surtout lorsqu'on ne peut, ou ne veut pas aller jusqu'à Téhéran. Les Etats-Unis ne peuvent plus soutenir économiquement et militairement Israël sans contrepartie.

Voilà pourquoi nous vous préférons, M. Le Ministre, aux Nations-Unies faisant voter un cessez-le-feu que soutenant du bout des lèvres le cavalier seul au Proche-Orient du Président de la République.

Il fallait en l'espèce jouer plus vite et plus nettement la carte d'une solution globale portée conjointement aux Nations Unies par l'Europe et si possible les États-Unis.

Le multilatéralisme n'est pas un idéal abstrait, une perte de temps qui engendrerait la dilution pratique de la capacité d'influence des nations. Dans le monde d'aujourd'hui, l'approche multilatérale est au contraire une condition d'exercice efficace de la puissance.

Ce cavalier seul a été une erreur parce qu'il est contradictoire, plus spécifiquement, avec la nécessité et la volonté de bâtir une politique étrangère européenne.

C'est précisément face à la crise, hier dans les Balkans, en Irak, que se saisit ou se perd l'occasion de cette affirmation et de cette émergence. La question du rôle et de la place de l'Europe dans le monde dépend moins, en vérité, des avancées institutionnelles et juridiques dont nous ne cessons de débattre que de ce qui se construit, se cristallise dans des épreuves comme celle que nous sommes en train de traverser. C'est dans ces moments comme celui-ci que l'image de l'Europe – puissance politique intégrée ou simple zone de coopération économique – se constitue pour ses propres peuples et pour le reste du monde. Tout doit être tenté pour la paix évidemment, mais était-il judicieux de faire cavalier seul, kidnappant au passage le plan Egyptien, alors que l'on sortait de la Présidence Française de l'Europe et que nous professons le multilatéralisme ?

Monsieur le Ministre, était-il par ailleurs juste d'organiser le forcing diplomatique pour obtenir dès décembre 2008 un rehaussement du rapport entre l'Europe et Israël malgré l'avis négatif du Parlement Européen et les réticences de certains, dont la Grande-Bretagne qui voulait attendre au moins les élections du 10 février prochain ?

Les socialistes Européens de tous les pays d'Europe voteront à l'unanimité contre cette disposition, tant que l'Etat d'Israël ne respectera pas le droit humanitaire international selon la résolution adoptée.

Ce débat est utile mais aussi bienvenu qu'il soit, il vient un peu tard, vous en conviendrez,

Monsieur le Ministre,

Plus les débats interviennent tôt, plus ils ont de l'ampleur et de la solennité, moins ceux qui veulent ajouter à la guerre là bas, la haine ici, peuvent le faire.

Et ces derniers nous les condamnons. Nous condamnons tous, tout acte antisémite avec la dernière des énergies.

Je voudrais conclure, si notre communauté nationale n'est pas ennemie des communautés, elle n'est pas leur juxtaposition, elle est encore moins une addition de drapeaux de nations en guerre. Elle n'en a qu'un et il est bleu/blanc/rouge.

Elle n'a qu'une volonté la paix là-bas, la République ici !